

LE PETIT LIVRE DE L'ÉTRANGER · CHAPITRE 4.3

Suisses de l'étranger : l'AVS/AI facultative

Une personne qui quitte la Suisse pour s'installer hors de l'UE et de l'AELE sort de l'AVS obligatoire. Pour ne pas créer de lacune, elle peut adhérer à l'AVS/AI…

TransparenceRH

10,1 %	+ 5 %	1 060,50	1 081,50
cotisation des salariés	frais d'administration	minimum 2026 frais compris	minimum 2027 frais compris



LA RÈGLE

Ce que dit la loi

Peuvent adhérer à l'assurance facultative les ressortissants suisses et les ressortissants des États de l'UE ou de l'AELE qui vivent dans un État qui n'est pas membre de l'UE ou de l'AELE, s'ils sortent de l'assurance obligatoire après une période d'assurance ininterrompue d'au moins cinq ans (LAVS 2 al. 1).



LA RÈGLE

À retenir

Condition : avoir été assuré au moins **5 ans consécutifs** juste avant la sortie de l'assurance obligatoire.



LA RÈGLE

La règle clé

Suissesse qui part vivre à Montréal après 12 ans d'AVS : Adhésion possible dans l'année (LAVS 2)



LA RÈGLE

Pour s'en souvenir

« Hors Europe, cinq ans d'assurance, un an pour adhérer. »



LE PIÈGE

Le piège

Utiliser en 2026 la cotisation minimale de 2027. Le minimum frais compris est de 1 060,50 francs en 2026 ; 1 081,50 francs n'est valable qu'à partir du 1er janvier 2027.



LA BASE LÉGALE

Les références

LAVS art. 2 ; mémento AVS/AI 10.02 ; Caisse suisse de compensation, taux des cotisations ; communiqué OFAS du 2.10.2026.



Le cas express

Revenu de 50 000 francs. Cotisation annuelle frais compris ?

✓ **5 302.50** 5 050 + 252.50.



✓ À retenir, dans l'ordre

- ☐ Vérifier le pays de destination.
- ☐ Compter les années d'assurance consécutives.
- ☐ Adhérer dans l'année.
- ☐ Payer les cotisations à temps.
- ☐ Garder les justificatifs de revenu.

Base légale : LAVS art. 2 ; mémento AVS/AI 10.02 ; Caisse suisse de compensation, taux des cotisations ; communiqué OFAS du 2.10.2026.

Le chapitre complet, avec l'exercice : **transparencerh.ch/etr-avs-facultative.html**

Repère d'information générale sur le droit suisse, sans valeur de conseil juridique individuel. Vérifié aux sources officielles le 21 novembre 2026.